

affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son article additionnel* (A. de 1945, p. 359); *le soutient* (p. 363); *le retire* (ibid.). — Pose au Ministre des travaux publics une question sur le remplacement du tronçon ferroviaire Eygurande-Merlines à Bort-les-Orgues (Corrèze) (A. de 1945, p. 378). — Prend part à la discussion du projet de loi ayant pour objet d'accélérer le recouvrement des confiscations de produits illicites : Art. 3 : *Son amendement sur le secret professionnel* (p. 1418).

CHAUVIN (M. Georges), Député du département de l'Eure.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice : *Discussion générale* (A. de 1945, p. 415); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Desjardins* (p. 417); Art. 7 (ibid.)

CHAZEUX (M. Alexandre), Député du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139); de la Commission des territoires d'outre-mer (ibid.)

Dépôt :

Le 27 mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945

sur l'allocation aux vieux travailleurs, dans ses articles 2 et 4 relatifs aux bénéficiaires de cette allocation, n° 774.

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e bureau, sur les opérations électorales du département du Bas-Rhin (A. de 1945, p. 30). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : *Contre-projet de M. Leenhardt* (A. de 1946, p. 260). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 151, 328).

CARRIER (M. Marcel), Député du département du Cher.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44).
= Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138); de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139).

Dépôts :

Le 21 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux lenteurs constatées dans la liquidation des pensions des fonctionnaires, ouvriers et ouvrières de l'Etat, n° 177. — Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur : 1° la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la date d'expiration du délai prévu pour l'ouverture des informations devant les Cours de justice et les Chambres civiques; 2° la proposition de loi de M. Jean Pierre-Bloch et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1947 les informations et poursuites pour faits de collaboration, n° 337. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Marcel Carrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux lenteurs constatées dans la liquidation des pensions des fonctionnaires, ouvriers